



Frédérique Vidal a franchi la ligne rouge : elle doit partir

Les organisations signataires condamnent sans appel les propos de Frédérique Vidal sur l'«islamo-gauchisme». Non seulement, la ministre stigmatise des collègues et leurs travaux de recherche en les désignant à la vindicte publique à l'aide d'un vocabulaire emprunté à l'extrême-droite mais, dans le même élan, elle porte un coup sévère aux libertés académiques en demandant au CNRS de procéder à une enquête comme s'il s'agissait d'une affaire de basse police. Ces propos sont totalement irresponsables et constituent un appui inespéré pour les gouvernements du monde entier qui multiplient les atteintes aux libertés académiques, publiques et aux droits humains.

Frédérique Vidal doit partir car elle a perdu toute crédibilité auprès de la communauté de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) publics. Nous avons besoin d'un-e ministre qui respecte le principe fondamental de l'indépendance de la recherche scientifique et qui s'attaque aux conséquences dramatiques de la crise sanitaire dans le cadre d'une autre politique. Après avoir instauré la sélection à l'entrée à l'université, augmenté les droits d'inscription pour les étudiants étrangers, freiné les indispensables recrutements, rendu possible des expérimentations statutaires anti-démocratiques dans les universités, aggravé l'austérité budgétaire dont souffrent les établissements et développé à l'extrême l'emploi précaire, elle poursuit la mise en place, à marche forcée, de la loi de programmation de la recherche, loi inique dénoncée comme telle par la très grande majorité de la communauté de l'ESR.

Les déclarations polémiques de Frédérique Vidal visent à détourner l'attention de l'opinion publique sur la gestion catastrophique de la crise à l'université par le MESRI. Depuis presque un an, nous réclamons avec force un plan d'urgence et des moyens supplémentaires pour faire face aux défis inédits que représente la crise sanitaire pour l'enseignement et pour la recherche. Aujourd'hui, nous dénonçons également le déni de la ministre qui refuse de voir la dégradation de nos conditions de travail et des formations, et qui n'apporte par-dessus tout, aucune réponse à la souffrance matérielle et morale des étudiant.es ce qui les plonge dans une profonde détresse. L'université est quasiment à l'arrêt, les décrochages d'études s'aggravent et se multiplient, la recherche publique est en danger et, si rien n'est fait dans les semaines qui viennent, c'est la rentrée 2021 qui sera menacée. Le départ de Frédérique Vidal ne peut attendre.

Les organisations signataires s'associent à l'appel des organisations de jeunesse à manifester le 16 mars et appellent les personnels des universités à les rejoindre dans la rue. Un préavis de grève a été déposé pour celles et ceux souhaitant faire grève et permettre aux étudiant.e-s de se rendre aux manifestations. L'émancipation de la jeunesse par l'accès à l'enseignement est une priorité qui suppose des moyens que nous continuerons à réclamer autant que nécessaire.

Signataires : SNTRS-CGT, CGT FERCS SUP, CGT-INRAE, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SUD EDUCATION, SUD RECHERCHE EPST, CONFEDERATION DES JEUNES CHERCHEURS